

MAIRIE DE METZ

CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE METZ

REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 19 décembre 2013

DCM N° 13-12-19-12

Objet : Adhésion de la Ville de Metz au réseau des villes en développement social de l'ODAS.

Rapporteur: Mme PALLEZ

L'Observatoire national de l'Action Sociale décentralisée (ODAS) est un organisme indépendant qui a pour objet d'apporter son concours aux différents acteurs publics pour une meilleure connaissance des publics en difficultés et des moyens mobilisés, et notamment d'analyser les dispositifs mis en œuvre pour répondre aux besoins sociaux.

Constitué en association, l'ODAS regroupe la quasi-totalité des Départements, plusieurs dizaines de grandes villes et villes moyennes ainsi que la plupart des organismes de protection sociale, et permet ainsi la représentation équilibrée des acteurs du secteur social.

Porté par la volonté de mutualiser les connaissances afin d'améliorer l'efficacité de l'action publique en la matière, l'ODAS souhaite aujourd'hui constituer un réseau des villes investies dans le développement social. Ce réseau est ouvert à toutes les villes volontaires, quelle que soit leur taille. En s'alimentant d'expériences municipales exemplaires, il s'agit de construire des outils de mutualisation d'expérience en innovation sociale qui permettront à l'ensemble des communes concernées d'orienter les politiques dans ce domaine et de co-élaborer les pratiques de demain.

Forte de son engagement et de son expertise en matière de développement social, la Ville de Metz est sollicitée pour rejoindre le comité d'orientation de ce réseau au même titre que les villes de Belfort, Bordeaux, Saint-Jean-de-Maurienne, Strasbourg et Valenciennes.

Compte-tenu de l'intérêt de participer aux réflexions et travaux portés par cet organisme, la Ville de Metz souhaite adhérer à l'Observatoire national de l'Action Sociale décentralisée et ainsi rejoindre le comité d'orientation du réseau de villes en développement social.

Le montant de la cotisation annuelle pour les villes de plus de 100 000 habitants s'élève à 2 480 €.

En conséquence, la délibération suivante est soumise à l'approbation du Conseil Municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Les Commissions compétentes entendues,

CONSIDERANT l'intérêt pour la Ville de Metz de rejoindre le comité d'orientation du réseau de villes en développement social (Observatoire national de l'Action Sociale décentralisé – ODAS),

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

DECIDE :

- **D'APPROUVER** l'adhésion de la Ville de Metz à l'ODAS.
- **D'APPROUVER** les statuts de cette association et d'accepter le versement de la cotisation annuelle y afférente, qui se monte à 2 480 €.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatif à cette adhésion.

Vu et présenté pour enrôlement,
Signé :

L'Adjointe Déléguée,

Christiane PALLEZ

Service à l'origine de la DCM : Direction Générale des Services

Commissions :

Référence nomenclature «ACTES» : 7.10 Divers

Séance ouverte à 16h00 sous la Présidence de M. Dominique GROS Maire de Metz ,
Nombre de membres élus au Conseil Municipal : 55 dont 55 sont encore en fonction à la date de la délibération.

Membres assistant à la séance : 47 Absents : 8 Dont excusés : 6

Décision : ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

STATUTS DE L'ODAS

TITRE I FORME - OBJET - DENOMINATION SIEGE - DUREE

Article 1er - FORME

Il existe entre les fondateurs soussignés et toutes les personnes qui, remplissant les conditions requises, auront adhéré ultérieurement aux statuts, une association déclarée régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

L'Association a pour objet de soutenir les efforts d'adaptation et de modernisation des politiques d'action sociale des collectivités publiques et autres institutions en favorisant l'échange d'informations et d'expériences.

Les actions engagées pour la réalisation de cet objet portent sur la connaissance et l'évaluation des politiques d'action sociale dans l'ensemble des domaines d'intervention sociale des collectivités locales : aide sociale, P.M.I., A.S.E., hébergement de personnes âgées, accueil de la petite enfance, logement social...

Ces actions portent également sur l'évaluation des outils mis en oeuvre pour réaliser ces politiques et la recherche de moyens nouveaux d'intervention.

Article 3 - MOYENS D' ACTION

L'association réalise son objet :

- 1 - par l'organisation de rencontres sous la forme de séminaires, colloques, congrès, conférences,
- 2 - par toutes publications en rapport avec l'objet de l'association,
- 3 - par la mise à disposition des collectivités publiques, d'outils d'aide à la décision, et par la réalisation d'études,
- 4 - par l'organisation d'échanges internationaux sous diverses formes.

Article 4 - DENOMINATION

La dénomination de l'association est : O.D.A.S.
OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'ACTION SOCIALE DECENTRALISEE

Article 5 - SIEGE

Le siège social de l'association est fixé au 250bis, boulevard Saint Germain, 75007 Paris

Article 6 - DUREE

La durée de l'association est illimitée.

TITRE II STRUCTURE DE L'ASSOCIATION CONDITIONS D'ADMISSION

Article 7 - STRUCTURE GENERALE DE L'ASSOCIATION

Pour répondre à l'objectif qu'elle s'est fixé, l'association est constituée de membres actifs et de membres associés.

Les membres actifs peuvent être :

- des collectivités territoriales qui adhèrent en tant que personnes morales et sont représentées par des personnes physiques y exerçant des fonctions électives régulièrement désignées à cet effet,
- des associations qui adhèrent en tant que personnes morales et sont représentées par des personnes physiques régulièrement désignées à cet effet,
- des entreprises publiques ou privées qui adhèrent en tant que personnes morales et sont représentées par tout délégué qu'elles désignent à cet effet,

- des représentants des administrations de l'Etat, des établissements publics concernés par l'action, désignés dans les formes prévues par leurs statuts,

- des personnalités qualifiées, agréées comme telles par le Conseil d'administration parmi les personnalités reconnues pour leur action dans le domaine de l'optimisation des politiques d'action sociale.

Les membres associés sont :

- les membres du Conseil scientifique de l'O.D.A.S.,
- les membres bienfaiteurs, désignés comme tels par le Bureau en raison des services qu'ils ont rendus à l'association,
- les membres adhérant par dérogation aux dispositions de l'article 8 après accord du Conseil d'administration.

Article 8 - CONDITIONS D'ADMISSION

Le nombre maximum des membres actifs est fixé à 300 dont : 150 pour les collectivités territoriales et 150 pour les administrations de l'Etat, établissements publics et associations, les personnalités qualifiées et les entreprises.

Ces quotas ne pourront être modifiés que par l'Assemblée générale extraordinaire.

Le Conseil d'administration enregistre les adhésions des nouveaux membres en s'assurant qu'il n'y existe pas d'opposition justifiée.

Le nombre des membres associés est illimité. L'un d'entre eux est désigné par l'Assemblée générale en tant que membre actif pour les représenter.

Article 9 - COTISATIONS

Les membres apportent une contribution financière au fonctionnement de l'association, contribution dont le montant est arrêté par l'Assemblée générale.

Les membres qui souhaiteraient démissionner, doivent en aviser par écrit le Président du Conseil d'administration six mois à l'avance afin de permettre leur remplacement ; en conséquence, toute démission formulée postérieurement au 30 juin de l'exercice entraîne l'obligation de paiement de l'exercice suivant.

Article 10 - RADIATIONS

La qualité de membre se perd par :

- la démission,
- la disparition de la personne morale ou le décès de la personne physique,
- le non paiement de la cotisation constaté à la date du 30 juin de l'exercice est considéré comme une démission.

Le Conseil d'administration peut, en outre, prononcer la radiation d'un membre pour manquement à l'éthique de l'association ou pour tout autre motif grave et ce, après que le membre concerné ait été invité à présenter ses explications.

TITRE III ADMINISTRATION

Article 11 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'association est administrée par un Conseil d'administration constitué de 50 membres. L'Assemblée générale de l'association désigne parmi les membres actifs, collège par collège, sur proposition du bureau sortant, les administrateurs suivants : 20 au titre des collectivités territoriales, 15 au titre des administrations de l'Etat, des établissements publics et associations, 4 au titre

des entreprises, 11 au titre des personnalités qualifiées.

La durée des fonctions de membre du Conseil d'administration est de quatre années ; elle expire le jour de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire tenue dans la quatrième année suivant leur nomination.

Les membres du Conseil d'administration sont rééligibles.

En cas de vacances, le Conseil d'administration peut pourvoir provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la plus prochaine Assemblée générale.

Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Les fonctions de membre de Conseil d'administration sont gratuites.

Article 12 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration arrête chaque année le programme général d'activité sur proposition du Conseil scientifique et le budget de l'Association sur proposition du Délégué général.

Le Conseil statue, sur l'admission ou la radiation des membres dans le respect des présentes dispositions.

Article 13 - REUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration se réunit chaque fois que nécessaire sur convocation du président ou sur la demande du quart de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité des voix, la voix du président étant, si nécessaire, prépondérante.

Le secrétariat est assuré par le Délégué général.

Les membres du Conseil d'administration peuvent se faire représenter.

Article 14 - BUREAU

Le Conseil d'administration choisit parmi ses membres, tous les deux ans, un Bureau composé d'un Président, de quatre Vice-Présidents, d'un Secrétaire, d'un Trésorier.

Le Trésorier est choisi parmi les membres "Entreprises".

Le Président est le représentant légal de l'association auprès des tiers pour tous les actes de la vie civile.

Le Trésorier est chargé de tenir ou de faire tenir sous sa surveillance les comptes de l'association ; il effectue tout paiement et reçoit toute somme ; il peut procéder en outre, avec l'autorisation du Conseil, au retrait, au transfert et à l'aliénation de tous biens et valeurs.

Le Président et le Trésorier ont tous pouvoirs pour faire ouvrir tous comptes dans toutes banques, bureaux de chèques postaux et caisses d'épargne au nom de l'association et confier sous leur responsabilité, délégation de signature à toutes personnes de leur choix pour gérer ces comptes.

TITRE IV CONSEIL SCIENTIFIQUE

Article 15 - ROLE DU CONSEIL SCIENTIFIQUE

Un Conseil scientifique - distinct du Conseil d'administration - contribue à la réalisation de l'objet de l'association en proposant les actions à entreprendre, les dispositions propres à leur mise en oeuvre, et en contrôlant leur exécution dans le respect des règles fixées par le Conseil d'administration de l'association.

Article 16 - COMPOSITION DU CONSEIL SCIENTIFIQUE

Ce Conseil scientifique est composé de dix à vingt personnalités reconnues pour leur compétence et leur connaissance de l'action sociale, désignées par le Bureau sur proposition du Délégué général.

Les membres du Conseil scientifique pourront faire appel pour leurs travaux à des personnalités extérieures à l'association et proposer la création de groupes de travail.

Article 17 - REUNION DU CONSEIL SCIENTIFIQUE

Le Conseil scientifique se réunit chaque fois que nécessaire et au moins trois fois par an. Le secrétariat est assuré par le Délégué général.

TITRE V COMMISSAIRE AUX COMPTES

Article 18

Un Commissaire aux comptes et un suppléant, choisis sur la liste des Commissaires inscrits à la Compagnie des commissaires aux comptes, sont nommés par l'Assemblée générale. Ils ont pour mission d'assurer le contrôle des comptes de l'association selon des modalités analogues à celles des Commissaires de sociétés. Leur rémunération est fixée par l'Assemblée générale.

TITRE VI ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Article 19 - NATURE DES ASSEMBLÉES, CONVOCATIONS

Les membres actifs se réunissent en Assemblées générales, lesquelles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'une décision se rapporte à une modification des statuts, et d'ordinaires dans les autres cas.

Les convocations sont faites au moins trente jours à l'avance par lettre individuelle adressée à chaque membre et comporte l'ordre du jour dressé par le Conseil d'administration ou par le Bureau. L'Assemblée est présidée par le Président du Conseil d'administration ou, en son absence, par l'un des Vice-Présidents ou par un membre désigné par l'Assemblée.

Il est dressé une feuille de présence signée par les membres de l'association en entrant en séance et certifiée par le Président de séance et deux assesseurs désignés par l'Assemblée.

Chaque membre actif a droit à une voix et à autant de voix supplémentaires qu'il représente de membres de l'association dans la limite de trois mandats maximum.

Article 20 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'Assemblée générale ordinaire se réunit au moins une fois par an.

Elle peut être convoquée en dehors de cette réunion annuelle par le Conseil d'administration

lorsqu'il le juge utile ou à la demande du quart au moins des membres actifs.

L'Assemblée générale ordinaire :

- entend le compte-rendu d'activité et le rapport moral sur le fonctionnement administratif et juridique de l'association présenté par le Conseil d'administration ou, exceptionnellement, par le Président,
- entend le rapport financier du Trésorier qui soumet le bilan à son approbation,
- entend le rapport du Commissaire aux comptes,
- donne quitus à ses mandants sur la gestion et sur les comptes,
- fixe le montant des cotisations des membres de l'association sur proposition du Conseil d'administration.

L'Assemblée nomme les membres du Conseil d'administration.

L'Assemblée peut procéder pour quatre ans à la nomination d'un Président d'honneur, associé aux travaux du Conseil d'administration et du bureau. L'Assemblée désigne un Commissaire aux comptes titulaire et un Commissaire aux comptes suppléant dans les conditions prévues à l'article 18 ci-avant.

L'Assemblée générale ordinaire autorise toutes opérations immobilières nécessaires à la réalisation de l'objet social et, d'une manière générale, délibère sur toutes questions d'intérêt général et sur toutes celles qui lui sont soumises par le Conseil d'administration, à l'exception de celles comportant une modification des statuts.

L'Assemblée générale ordinaire peut délibérer valablement quel que soit le nombre des membres actifs présents ou représentés.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Article 21 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions.

Pour délibérer valablement, l'Assemblée générale extraordinaire doit être composée des deux tiers des membres actifs.

Si cette condition n'est pas remplie, l'Assemblée est convoquée à nouveau à quinze jours d'intervalle dans la forme prévue à l'article 19 ci-dessus, et lors de cette seconde réunion elle peut délibérer valablement quel que soit le nombre de membres actifs présents ou représentés mais seulement sur les questions à l'ordre du jour de la première réunion. Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Article 22 - PROCÈS VERBAUX

Les délibérations des Assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial et signés par le Président de l'Assemblée et les assesseurs.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par les deux vice-présidents.

TITRE VII DÉLEGUE GÉNÉRAL

Article 23

Un Délégué général assure le fonctionnement permanent de l'Association.

Il est nommé par le Conseil d'administration.

Le Délégué général agit dans le cadre du budget qui a été arrêté et selon les orientations données par le Conseil d'administration.

Il peut recevoir toute délégation de pouvoir pour assurer tout acte de gestion courante de l'Association.

Il a l'initiative, dans le respect des statuts, d'organiser les réunions qui lui paraissent répondre aux besoins de l'Association.

TITRE VIII RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

Article 24

Alinéa 1 : Les ressources de l'association comprennent :

- les cotisations annuelles des membres,
- les produits des activités réalisées par l'Observatoire,
- les dons et libéralités,
- toutes autres ressources autorisées par les textes législatifs et réglementaires.

Alinéa 2 : L'association peut accueillir par voie de détachement ou de mise à disposition des personnels provenant de la fonction publique hospitalière.

TITRE IX EXERCICE SOCIAL DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 25 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice coincide avec l'année civile.

Les comptes sociaux sont soumis pour approbation à l'Assemblée générale ordinaire dans les conditions prévues à l'article 20 ci-dessus.

Article 26 - DISSOLUTION

La dissolution anticipée de l'association ne peut être prononcée que par une assemblée générale extraordinaire dont les décisions doivent être prises à la majorité des deux tiers présents ou représentés.

Article 27 - LIQUIDATION

Après le vote de la dissolution, l'Assemblée générale extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs qui jouiront des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif et acquitter le passif.

Le produit net de la liquidation est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1er juillet 1901 et au décret du 16 août 1901 à une association ayant un objet similaire choisi par l'Assemblée générale extraordinaire.

TITRE X RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Article 28

Un règlement intérieur est établi par le Conseil d'administration qui le fait alors approuver par l'Assemblée générale ordinaire. Ce règlement intérieur est destiné à préciser, si besoin est, divers points non prévus par les statuts. Les modifications apportées au règlement intérieur initial sont assujetties à une procédure analogue.

Statuts établis le 26 avril 1990, modifiés les 30 janvier 1991, 29 juin 1993, 7 mars 1995 et 3 juillet 2002 et le 06 novembre 2008.

Paris, le 06 novembre 2008, le Président :

Michel DINET
Président